

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Heidelberg Materials France ciments**

Usine de Bussac  
17210 Bussac-Forêt

Références : 0007203926/2026/258

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement Heidelberg Materials France ciments implanté Usine de Bussac 25 route de la cimenterie 17210 Bussac-Forêt. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Heidelberg Materials France ciments
- Usine de Bussac 25 route de la cimenterie 17210 Bussac-Forêt
- Code AIOT : 0007203926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La cimenterie de Bussac-Forêt a été mise en service en 1978. Les prescriptions de fonctionnement des installations ont été actualisées par l'arrêté du 8 mars 2007. Cet arrêté fixe la capacité de production journalière en clinker à 3 500 t et la capacité annuelle de fabrication de ciments à 850 000 t. L'arrêté préfectoral n°17-2405-DRCTE/BAE du 28 novembre 2017 a acté l'antériorité des activités des installations à la suite de la parution des décrets 2012-1304, 2013-374 et 375, 2013-1205 et 2014-285.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

### Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques

L'établissement est concerné par l'arrêté du 31 octobre 2024 qui prévoit que les analyses de PFAS dans les rejets atmosphériques soient réalisées avant le 30 avril 2026.

Ces mesures étaient prévues en mars 2026 mais un arrêt imprévu du four a contraint l'exploitant à les reporter les 1er et 2 avril 2026.

### Actualisation de l'arrêté préfectoral

Lors de l'inspection du 25 février 2025, il avait été indiqué que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2007 modifié devaient être adaptées afin de prendre en compte la compatibilité des valeurs limites d'émission aqueuses avec le milieu récepteur, ainsi que les évolutions du site et du cadre réglementaire. Par ailleurs, l'étude de dangers, dont la dernière version date de 1998, doit être actualisée.

L'exploitant doit lister l'ensemble des adaptations envisagées au regard de ces évolutions et les formaliser dans un porter à connaissance, accompagné de toutes les justifications nécessaires, afin de permettre la proposition au Préfet d'un arrêté préfectoral consolidé.

Ce porter à connaissance devra être transmis au plus tard le 31 décembre 2026.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conditions d'admission des déchets incinérés	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 12.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Registre national des déchets	Code de l'environnement du 25/03/2026, article R.541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Registre des émissions et de transfert de polluants et de déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'admission des déchets incinérés	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 7	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence plusieurs points nécessitant des compléments d'information, des mises à jour documentaires et un renforcement du suivi réglementaire du site.

Les principales actions attendues concernent :

- la maîtrise des risques accidentels, notamment le suivi des rétentions et les suites données au diagnostic structurel de la trémie ;
- l'actualisation de certains éléments administratifs et déclaratifs, incluant le rapport annuel d'activité et les données réglementaires (GIDAF, télédéclarations) ;
- l'analyse de l'évolution des rejets aqueux au milieu naturel et la définition, le cas échéant, de mesures correctives adaptées.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justifications demandées ainsi que les actions correctives engagées ou prévues, accompagnées de leurs échéances. Une vigilance particulière est attendue quant à la complétude des déclarations réglementaires et à l'information de l'inspection en cas de dépassement ou d'écart constaté.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conditions d'admission des déchets incinérés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets incinérés
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les quantités maximales de déchets non dangereux et, le cas échéant, de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés qui peuvent être traités.

**Constats :**

L'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 précise article 12.2 la capacité nominale de l'installation et les quantités maximales de stockage de déchets destinés à être incinérés. Le contrôle a porté sur les combustibles alternatifs dont l'exploitant a présenté l'état des stock au 28/02/2026. Comme indiqué au point de contrôle n°4 les stocks étaient inférieurs aux capacités maximales de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions d'admission des déchets incinérés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission des déchets incinérés

**Prescription contrôlée :**

Livraison et réception des déchets.

- L'exploitant de l'installation d'incinération ou de co-incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

**Constats :**

L'inspection a porté sur le déchet liquide G2000 en provenance de la société SUEZ, dont un agent est en permanence sur le site. Le logiciel interne de l'entreprise SUEZ dénommé "PLECO" permet une gestion intégrée de l'activité, la génération de registres ainsi qu'un téléversement dans le logiciel Trackdéchets.

Le dépotage des combustibles ne peut se faire qu'en présence de l'agent SUEZ par l'intermédiaire de badge.

La rétention où est stocké le G2000 comprend 4 réservoirs (3 dédiés au G2000 et 1 à l'ammoniaque). Cette rétention ne contenait pas d'eau le jour de l'inspection. L'eau susceptible de s'accumuler dans la rétention est gérée par un puisard avec poire de niveau et est évacuée vers les silos de G2000. Le démarrage de la pompe est asservi au flottement de la poire et son arrêt est commandé par les sondes de niveau haut des silos.

Afin de s'assurer que lors d'épisode de pluie exceptionnelle la gestion des niveaux dans la rétention et dans les cuves reste sous contrôle l'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des sondes de niveau est opérationnel. Par ailleurs dans la même rétention il a été identifié deux cuves dans l'angle nord non identifiée. L'identification des différentes cuves de la rétention est peu lisible ou absente. Les réservoirs aériens cylindriques verticaux présentent visuellement des signes de vieillissement. L'exploitant n'a pu confirmer lors de l'inspection qu'ils faisaient l'objet de la surveillance prévue par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit attester du bon fonctionnement des sondes de niveau de la rétention et transmettre le programme d'inspection des réservoirs de la rétention prévue par l'arrêté du 4 octobre 2010 (dates et type de visite, d'inspection ou de surveillance). Il doit par ailleurs attester de la compatibilité des produits susceptibles de se mélanger dans la rétention en cas de sinistre et mettre en place une identification des cuves de rétention.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Déclaration des accidents et incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le décret n° 2025-804 du 11 août 2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement a notamment modifié l'article R.512-69 du Code de l'environnement relatif à la déclaration des accidents et incidents auprès de l'inspection des installations classées.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2026, la déclaration d'accident ou d'incident ou sein d'une ICPE se fait sous forme dématérialisée sur <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a>. Ce téléservice est accessible depuis le 1er octobre 2025, date à laquelle la nouvelle procédure accident/incidence dans GUN a également été mise en ligne.</p> <p>Suite à l'auto-combustion de charbon brut dans une trémie le 17/11/2025 l'inspection avait demandé que l'événement soit télédéclaré sur le site. L'exploitant avait indiqué avoir eu des difficultés d'accès au site. Il a transmis par courriel les premiers éléments de réponse suite à l'inspection réactive du 18/11/2025.</p> <p>Puis, par courriel du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis les éléments complémentaires demandés à l'issue de cette inspection réactive, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le rapport technique visant à vérifier la résistance structurelle de la trémie ;</li> <li>• le rapport de vérification des installations électriques susceptibles d'avoir été affectées par l'incendie.</li> </ul> <p>Le rapport technique relatif à la résistance structurelle de la trémie indique qu'avant toute remise en service, il est recommandé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de remplacer ou renforcer les tôles sur lesquelles des auréoles colorées ont été détectées,</li> <li>• de procéder à l'inspection interne des tôles au droit de la ceinture de jonction entre le corps verticale et la trémie.</li> <li>• de vérifier l'état de fonctionnement des événements de décompression.</li> </ul>

Le rapport met également en évidence une perte d'épaisseur des parois de la coque, comprise en moyenne entre 15 % et 40 %, avec une forte dispersion susceptible d'entraîner localement des valeurs plus faibles.

Le rapport de vérifications des installations électriques ne relève aucune observation particulière.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit informer l'inspection des suites données au rapport technique permettant de s'assurer de la résistance structurelle de la trémie de charbon brut et le calendrier associé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Capacité de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 12.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Capacité de l'installation

**Prescription contrôlée :**

L'incinération des déchets est autorisée au niveau du four de la cimenterie.

La capacité nominale de l'installation est de :

Catégorie de déchet	Tonnage annuel	PCI BRUT (kJ/kg)	Capacité max horaire (T/h)
G 2000 G 2000 acide	15000	42 3 405	3
Pulvérulents			
Farines animales	30000	16 328	6
Semences périmées	10000	15 491	6
Sciures imprégnées	30000	12 560	6
Boues de STEP			
Boues pressées (humides)	60000	6 280	3
Boues séchées		12 560	10
Déchets non Dangereux			
Déchets plastiques	45000	18 840	6
Graisses agro-alimentaires		50 24	3
Charbon pyrolytique			
Noir de carbone	30000	14 653	1
Charbon actif		18 840	1
G 3000	30000	35 587	5
Graisses animales			
Huiles usagées	15000	37 680	5
PUNR	20000	25 120	2
Résidus de broyage (RB)	30000	16 750	10
Résidus urbains divers (RUB)	50000	10 467	10
calcior	20000	10 467	10

La capacité de l'installation à co-incinérer des déchets est de 60 000 t/an, hors apports minéraux de substitution soit 13 t/h.

La puissance thermique nominale de l'installation est de 100 MW.

Le stockage des déchets est réalisé comme suit :

Catégorie de produits	Capacités de stockage
G2000	150 m3
G2000 acide	400 m3
Farines animales	500 m3
Sciures imprégnées	300 m3
Boues humides	100 T
Boues de step urbaines séchées	115 m3
Semences	Silo sciures
Déchets plastiques	Silo sciures
Graisses agroalimentaires	Trémie boues humides
Huiles usagées ou graisses animales	2170 m3
Résidus urbains prétraités	Pas de stockage
Déchets solides	Extérieur
Noir de carbone Charbon actif	Extérieur

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'état des stocks de combustibles alternatifs au 28/02/2026.  
Les stocks étaient inférieurs aux capacités maximales de stockage.

L'exploitant a indiqué qu'il n'utilisait plus d'huiles usagées sur le site. La liste des déchets incinérés et la capacité de stockage du site doivent être actualisées pour être reprises dans l'arrêté préfectoral consolidé qui doit être proposé au Préfet d'ici la fin de l'année 2026 (cf : 2-2 de ce rapport).

Le rapport annuel d'activité prévu article 12.17.2 doit préciser le pourcentage de contribution thermique, en distinguant déchets dangereux et déchets non dangereux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet sous 3 mois la proposition d'actualisation de l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2007 ainsi que le rapport annuel d'activité (2025).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- date de réception du déchet</li><li>- dénomination usuelle du déchet</li><li>- code du déchet entrant (R. 541-7 CdEnV)</li><li>- s'il s'agit de déchets POP (R. 541-8 CdEnV)</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique</li><li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement</li></ul> <p>d) Opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le registre informatique des déchets entrants mis en place par l'exploitant comporte l'ensemble des points réglementaires sus-visés. L'extraction relative au mois de février 2026 du tableau téléversé sur trackdéchets a été présentée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Registre national des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2026, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Depuis le 1er janvier 2022, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ainsi que les exploitant des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux, transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement, les données constitutives du registre chronologique de la production, expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets.
<b>Constats :</b>  Il ressort de l'examen des données téléversées sur la plateforme Trackdéchets au titre de l'année 2025 (fiche Vigiedéchets) les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Un dépassement, au début de l'année 2025, de la quantité de déchets traités relevant de la rubrique 2770, avec une valeur d'environ 450 t/j, pour un seuil autorisé fixé à 358 t/j ;</li><li>• Aucune donnée relative à la rubrique 2791 ;</li><li>• L'établissement a déclaré un traitement R5 pour huit bordereaux, représentant un total de 79,86 tonnes traitées bien que l'installation ne dispose pas de la rubrique 2790 (installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795). À ce titre, il convient de préciser la nature des déchets concernés. La valorisation codifiée R5 concerne principalement le recyclage ou la récupération de matières inorganiques, notamment les déchets minéraux issus du BTP, les verres, laitiers et résidus industriels minéraux, ainsi que les céramiques et matériaux inertes, en vue d'une valorisation matière se substituant à des ressources naturelles (sables, granulats, matières premières).</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les explications relatives à ces constats ainsi que, le cas échéant, les mesures correctives mises en œuvre ou envisagées, assorties de leurs échéances de réalisation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Registre des émissions et de transfert de polluants et de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [.....] -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; [.....]

<b>Constats :</b>  Les déclarations effectuées par l'exploitant font apparaître une augmentation constante des volumes rejetés au milieu naturel (ruisseau Le Ri):  2021 => 1 865 000 m <sup>3</sup> 2022 => 1 200 000 m <sup>3</sup> 2023 => 2 370 000 m <sup>3</sup> 2024 => 2 880 000 m <sup>3</sup> 2025=> 3 240 000 m <sup>3</sup>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection les explications relatives à cette augmentation ainsi que, le cas échéant, les mesures correctives mises en œuvre ou prévues, assorties de leurs échéances.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites admissibles et les modalités de suivi des rejets sont fixées en annexe 2 au présent arrêté. [.....]
<b>Constats :</b>  Les déclarations effectuées sur GIDAF ne font pas apparaître les valeurs des MES attendues.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>GIDAF devra être actualisé avec l'ensemble des données disponibles relatives aux matières en suspension (MES) pour l'année 2025 ainsi que pour le début de l'année 2026.</b>  <b>L'exploitant veillera à ce que l'ensemble des résultats de mesure des substances prévues par l'arrêté préfectoral du site soient correctement renseignés lors des prochaines télédéclarations.</b>  <b>En cas de dépassement constaté, l'exploitant devra informer l'inspection des installations classées de son analyse de la situation, ainsi que des mesures correctives mises en œuvre ou envisagées, accompagnées du calendrier prévisionnel associé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois